

Rapport annuel 2015

Le Consortium des bibliothèques universitaires suisses

Le Consortium des bibliothèques universitaires suisses a poursuivi son activité, en 2015, pour la quinzième année consécutive. Ce sont 978 licences, pour environ CHF 28 millions, qui ont été négociées durant cette période. Six personnes, pour 5 ETP, ont mené à bien les diverses tâches du Bureau central telles la négociation des licences usuelles et la conduite du projet des Licences nationales. Les coûts globaux de l'infrastructure centrale se sont élevés à CHF 660'000, auxquels se sont ajoutés environ CHF 97'000 pour des dépenses de personnel et d'infrastructure pour le projet des Licences nationales.

Nouveaux partenaires

Trois nouveaux partenaires ont rejoint le Consortium durant l'année :

- Swissmedic, l'Institut suisse des produits thérapeutiques
- Le Collège cantonal de Zoug
- l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL)

Séances du Comité de pilotage en 2015

- 19.03.2015 – 29^e séance à Berne
- 16.11.2015 – 30^e séance à Berne

Produits documentaires électroniques sous licences

Pour l'année sous revue, le paquet global de licences du Consortium comprenait 978 licences pour 157 produits, dont 96 bases de données et ouvrages de référence, 44 paquets de revues électroniques, 15 paquets de e-books et deux produits pour l'archivage à long terme. Sur une dépense globale des partenaires de CHF 27.8 Mio. pour les produits électroniques, 20.1 Mio. ont été affectés aux revues, 7 Mio. aux bases de données et 0.7 Mio. aux e-books. Les dépenses consacrées aux revues sont restées plutôt stables en regard de l'année 2014, celles

des e-books ont un peu baissé alors que celles des bases de données ont augmenté d'environ 350'000 francs.

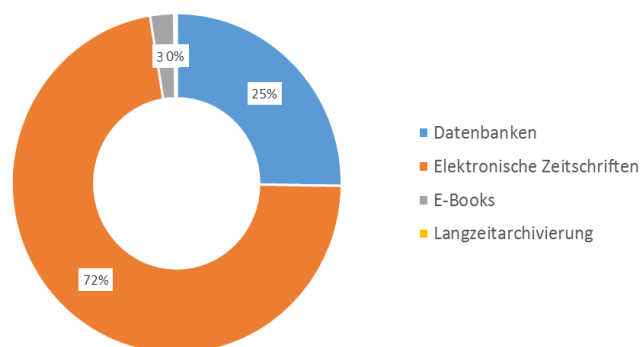


Fig. 1: Répartition en pourcentage des dépenses pour produits électroniques

Les licences les plus prisées par les partenaires ont été les produits de Springer (Journals) avec 23 institutions contractantes, suivis par JSTOR et Wiley, avec pour chacun d'eux 21 bibliothèques intéressées.

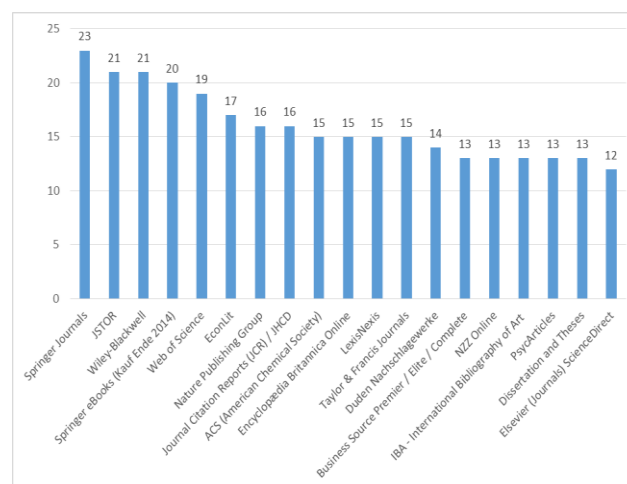


Fig. 2: le TOP 19 des produits 2015 d'après le nombre de licences

Manifestations 2015

La journée annuelle du Consortium sur le thème „Text and Data Mining. Discovery of Knowledge in the Digital Age“, qui s'est tenue le 9 juin 2015 à l'Université de Berne, s'est intéressée aux pratiques de fouille de textes et de données dans le domaine scientifique et à leurs répercussions

sur le travail en bibliothèque et sur le secteur des licences. Après une présentation introductive de Jeannette Frey sur la Déclaration de LIBER pour une science ouverte et sur l'état de l'art du Text and Data Mining (TDM) en Europe, trois chercheurs venant d'institutions suisses – le Prof. Dr. Albert Weichselbaum, le Dr. Hans Friedrich Witschel et le Dr. Mark Ciliebak – ont présenté leurs travaux qui s'appuient sur la fouille de textes et de données et ont souligné l'importance du TDM pour leur recherche. Deux représentants de maisons d'édition – la Royal Society of Chemistry et Elsevier – sont venus faire part du point de vue des éditeurs. Les facilités de fouille de textes à l'ère numérique sont extrêmement importantes pour la science et la recherche, et devraient de ce fait être offertes gratuitement dans les contrats de licence. Si les éditeurs autorisent bien la fouille de textes sur les contenus qu'ils proposent, ils cherchent cependant, au motif du grand nombre de requêtes lancées sur leurs serveurs, à empêcher l'exploitation et la publication des données récoltées, et donc à en garder le contrôle. Un exposé de Carola LeFrank de F. Hoffmann La Roche présentant les expériences faites avec l'introduction du TDM dans l'industrie pharmaceutique a bouclé le tour d'horizon sur cette thématique. 70 personnes environ ont pris part à cette manifestation.

Projet „Licences nationales“ dans le cadre du programme CUS P-2 2013-2016 "Information scientifique : accès, traitement et sauvegarde"

Le projet „Licences nationales“, dont le Comité de pilotage du programme CUS P-2 "Information scientifique : accès, traitement et sauvegarde" a approuvé la demande de financement pour les années 2015 et 2016 en séance du 8 décembre 2014, a pu démarrer ses travaux au début 2015.

L'essentiel des efforts pour cette première année a porté sur la sélection des produits et sur les négociations initiales. Le groupe de travail „Licences nationales“, qui réunit des membres de différentes institutions partenaires, d'institutions extérieures et du Bureau central, s'est réuni cinq fois durant l'année afin de dresser une liste des produits intéressants, puis de les évaluer en plusieurs étapes. Un catalogue de critères a été dressé à cet effet ainsi que des fiches

synthétiques. On a également sollicité les conseils de deux expertes allemandes. Au terme de ce processus, lors de sa séance du 16 novembre 2015, le Comité de pilotage du Consortium a retenu quatre produits phares qui seront soumis pour approbation début 2016 à un organe d'évaluation mis sur pied par le programme CUS P-2. Ce n'est qu'après le feu vert de cet organe d'évaluation que les moyens financiers nécessaires à l'acquisition de ces produits pourront être libérés sur demande à la direction de programme CUS P-2.

Parallèlement à la sélection des produits, le sous-projet „Gestion des métadonnées“ a également pu démarrer au printemps 2015. Il vise à garantir que les produits acquis sous forme de licences nationales puissent être signalés et identifiés via leurs métadonnées sur les différentes plateformes de recherche utilisées par la communauté scientifique. Pour ce faire, il s'agit d'évaluer ces métadonnées selon divers points de vue (technique, juridique, de contenu), de les préparer, de les harmoniser, voire de les reformater et de les sauvegarder. Ce sous-projet a été délégué à swissbib.

Le projet „Licences nationales“ a été présenté en tout à sept réunions de bibliothécaires sur les plans national et international (entre autres à Séoul, Vienne et Oslo).

Ce projet bénéficie d'un subventionnement à hauteur d'environ CHF 10.1 Mio., dont la majeure partie est consacrée à l'acquisition d'archives numériques qui, à des conditions bien précises, viennent compléter des licences en cours (Current Contents). L'objectif prioritaire du projet en est l'approvisionnement de la place des hautes écoles et de la recherche suisses en archives complètes de e-journals, de bases de données et de e-books (*backfiles*).

Perspectives 2016

Comme chaque année, la mission première du Consortium – à savoir négocier les licences les plus avantageuses pour ses membres – sera au cœur des activités de l'année 2016.

La conduite du projet „Licences nationales“ et sa concrétisation dans le cadre du programme CUS P-2 représentera le second défi majeur de l'année. Pour les produits de base retenus par

l'organe d'évaluation, il va falloir les faire approuver, conclure les contrats y relatifs et en mettre les contenus à disposition des bibliothèques pour leurs usagers. Les sous-projets liés à l'archivage à long terme et aux activités de promotion constitueront un autre point fort. On poursuivra le déploiement de solutions d'archivage comme Portico et LOCKSS avec négociation des licences sur une base nationale. Plusieurs présentations de l'activité du Consortium sont en cours de planification, tant en Suisse qu'à l'étranger. Quant au site web du Consortium maintenant dépassé, il sera complètement refondu afin de permettre une présentation structurée des différents produits disponibles (licences normales et licences nationales).

Au vu des nombreux débats qui animent la scène publique à propos de l'Open Access et de l'émergence de nouveaux modèles de publication, il semble que les modèles de licence qui ont prévalu jusqu'ici pour mettre à disposition de la communauté scientifique les ressources numériques nécessaires vont devoir bientôt subir un certain nombre de réajustements. Il va donc falloir suivre attentivement cette évolution et prendre une part active aux bouleversements qui vont toucher la publication scientifique. Le Consortium va élaborer de nouvelles stratégies orientées vers l'Open Access ou d'autres formes de publication scientifique car cette évolution des

pratiques des chercheurs en matière de publication aura des répercussions majeures dans les années qui viennent sur la mission même du Consortium et son activité usuelle, de même que pour son évolution future.

Autre point important à l'agenda 2016 : l'examen de pistes permettant la poursuite de l'activité du Consortium à partir de 2017, les engagements volontaires des partenaires arrivant à échéance officiellement à fin 2016. L'objectif à terme est bien d'intégrer le Consortium, au terme du financement actuel, dans le projet plus vaste SLSP. Mais comme ce passage ne peut être prévu aujourd'hui avec certitude vu que le projet SLSP se trouve encore en phase de pré-projet, il faut de toute façon trouver un moyen d'assurer le fonctionnement du Bureau central à partir de 2016. Une prolongation pure et simple du Consortium dans sa forme actuelle auprès de l'ETH Zürich présupposerait d'une part que soit clarifiée la situation relative à la TVA, qui fait l'objet d'une demande introduite à fin 2015 auprès de l'administration fédérale des impôts, et d'autre part qu'on sollicite un nouvel engagement volontaire et contraignant des partenaires d'ici l'été 2016 pour une nouvelle période à définir.

Pour le rapport annuel :
Pascalia Boutsouci
10 février 2016